

Prévention des risques

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction générale de la prévention des risques

Décision AD n° 2010-63 du 28 décembre 2010 relative à l'agrément d'artifices de divertissement

NOR : DEVP1033068S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,
Vu le code de la défense, notamment son article L. 2352-1 ;
Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
Vu l'arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs ;
Vu l'arrêté du 4 mai 2010 portant habilitation et agrément de l'INERIS (Institut national de l'environnement industriel et des risques) pour la mise en œuvre des procédures d'évaluation de la conformité des produits explosifs et pour procéder aux examens et épreuves prévus à l'article 35 du décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 1998 relatif à l'habilitation du laboratoire de la société Brézac Artifices pour la réalisation des examens et épreuves en vue de l'agrément des artifices de divertissement ;
Vu la demande présentée le 5 octobre 2010 par la société Brézac Artifices ;
Vu les dossiers LCEB/BRZ/10/DA/BA-03 du 6 décembre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BA-04 du 12 octobre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BB-12 du 12 octobre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BB-13 du 12 octobre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BB-14 du 12 octobre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BB-15 du 12 octobre 2010, LCEB/BRZ/10/DA/BB-16 du 12 octobre 2010, présentés à l'appui de cette demande ;
Vu le rapport INERIS/AD/615 du 6 décembre 2010 ;
Vu la correspondance du 7 décembre 2010 du laboratoire d'essais de la société Brézac Artifices, route de Mussidan, 24130 Le Fleix ;
Vu l'avis du comité de liaison des artifices de divertissement (séance du 20 octobre 2010) ;
Considérant que les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des épreuves et examens réalisés sur les échantillons présentés dans la demande répondent aux exigences du décret du 4 mai 2010 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Les artifices de divertissement élémentaires portés dans le tableau ci-après sont agréés au titre du décret du 4 mai 2010 susvisé avec les numéros et le groupe de classement indiqués.

NOM COMMERCIAL DE L'ARTIFICE	RÉFÉRENCE de l'artifice selon le titulaire	CLASSEMENT retenu	NUMÉRO d'agrément (*)	MASSE moyenne de matière active (g)	DISTANCE de sécurité (m)
Hévéa provençal or pointe bleu	013 30-ORB	K4 (ARP)	BA/78164/07/17	3070	D.S. _{front} = 45 D.S. _{lat} = 70
48 coups - Mine et cascade d'or	048 30-18C	K4	BA/78165/07/17	685	60
Double palme et frisson calibre 125 mm	773 12-49	K4	BB/78166/07/17	535	145

NOM COMMERCIAL DE L'ARTIFICE	RÉFÉRENCE de l'artifice selon le titulaire	CLASSEMENT retenu	NUMÉRO d'agrément (*)	MASSE moyenne de matière active (g)	DISTANCE de sécurité (m)
Émeraude et sifflets calibre 125 mm	773 12-43	K4	BB/78167/07/17	415	150
Pluie d'or et étoiles multicolores calibre 150 mm	773 15-59	K4	BB/78168/07/17	865	200
Cercle rouge pistil bleu et titane calibre 150 mm	773 15-13	K4	BB/78169/07/17	755	180
Saule pleureur calibre 175 mm	773 17-80	K4	BB/78170/07/17	1220	205
Filet d'or calibre 175 mm	773 17-81	K4	BB/78171/07/17	1350	205
Filet d'or frisson blanc calibre 175 mm	773 17-82	K4	BB/78172/07/17	1450	205
Filet d'Argent calibre 175 mm	773 17-89	K4	BB/78173/07/17	1550	205

(*) BA : batterie d'artifices. BB : bombe d'artifice.

Le titulaire des présents agréments est la société Brézac Artifices, route de Mussidan, 24130 Le Fleix, laquelle importe et commercialise en France les produits portés dans le tableau ci-dessus.

Article 2

Les artifices de divertissement sont agréés aux conditions de la demande.

Le titulaire des présents agréments s'assure que les artifices de divertissement élémentaires importés, conservés, vendus ou utilisés en France sont conformes aux modèles décrits dans les dossiers susvisés et répondent aux exigences réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par le recueil des règles et procédures d'agrément des artifices de divertissement susvisé.

Le titulaire des présents agréments s'assure que la concentration des constituants des compositions pyrotechniques respecte, en outre, les tolérances fixées par l'article 37 de l'arrêté du 4 mai 2010 susvisé.

Article 3

Le titulaire des présents agréments s'assure que les notices et modes d'emploi des artifices de divertissement commercialisés donnent toutes indications nécessaires, en français, pour la préparation et l'exécution des tirs de façon à garantir la sécurité des personnes qui en sont chargées, ainsi que celle du public.

Ces indications comprennent, en particulier, les prescriptions relatives aux mesures à prendre en cas d'incident de tir ainsi que les distances de sécurité à respecter.

Article 4

Le titulaire des présents agréments est tenu de vérifier la conformité des produits importés avec les modèles agréés selon son plan qualité. Ce plan détermine notamment les plans d'échantillonnage et les fréquences de contrôle.

Article 5

Le titulaire des présents agréments s'assure que les étiquettes et marquages sont conformes en tous points aux modèles déposés lors de la demande d'agrément, aux exigences réglementaires en vigueur, notamment celles prévues par l'article 39 de l'arrêté du 4 mai 2010 susvisé. En particulier, la masse moyenne de matière active de chaque artifice, telle qu'elle apparaît dans les dossiers techniques présentés par le titulaire des agréments est indiquée sur l'étiquette sous la forme :

« MA \approx xxxxx g » dans laquelle « xxxxx » représente la valeur en grammes de cette masse de matière active. Cette quantité peut être exprimée en « mg » ou en « kg » en fonction de la masse de l'artifice.

Article 6

Les présents agréments sont donnés sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables à ces produits, notamment en matière de transport, de conservation, de vente et d'utilisation.

Article 7

Les agréments ci-dessus sont valables jusqu'au 4 juillet 2017.

Article 8

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Fait à Paris, le 28 décembre 2010.

Pour la ministre et par délégation :
L'ingénieur en chef des mines,
C. BOURILLET